

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article196>



Edito

- La revue - Les archives de la revue - 2006-2007 - n°4 mars-avril 2007 -



Date de mise en ligne : mardi 25 septembre 2007

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Parfois, on a honte de cette société. Alors que : les tentes installées par « les enfants de Don Quichotte » se dressent toujours dans nos rues, le long du canal St Martin à Paris, à Toulouse, ailleurs... les propriétaires ont repris les expulsions ! C'est une société où la pauvreté ne cesse de s'accroître, où les travailleurs pauvres, mal payés et mal traités (temps partiels imposés, précarité des emplois) sont de plus en plus nombreux, où les chômeurs, traqués et sanctionnés, n'en sont pas moins chômeurs...

C'est une société dans laquelle les ambitions, humaines et sociales, font l'objet d'objectifs chiffrés : 27 000 expulsions de sans-papiers pour 2007 ! Par tous les moyens... Et Sarkozy, avec son ministère de l'immigration et de l'identité nationale, ne recule décidément devant aucune obscénité.

C'est une société qui exclut, qui réprime, qui sanctionne, qui s'abreuve d'inégalités. Ce n'est pas la nôtre ! C'est celle des grands groupes, industriels ou financiers... Qui se portent bien, merci ! Qui licencient à tour de bras pendant qu'ils accumulent les profits pour la plus grande satisfaction de leurs actionnaires : 85 milliards d'euros en 2005, vraisemblablement plus de 100 milliards pour 2006...

De leur société, on n'en veut pas et nous sommes nombreux à la combattre. Les attaques patronales et gouvernementales ne restent pas sans riposte et les résistances n'ont jamais été aussi nombreuses, aussi fortes, dans un tel contexte électoral. Ainsi, le RESF poursuit sans relâche ses actions pour empêcher les expulsions de sans-papiers.

Le film « Laissez-les grandir ici » est un moyen de plus pour rallier l'opinion publique. Une opinion qui est loin d'être aussi raciste que Sarkozy voudrait bien nous le faire croire. Une opinion qui défend ses services publics, coûte que coûte : les états généraux, le 10 mars, ont décidé d'une nouvelle initiative nationale, le 31 mars, à Firmi. Contre la privatisation d'EDF, la bataille continue, la pétition se signe bien. Et il faut poursuivre car les services publics sont attaqués de toutes parts : dans l'Education, les personnels ne se résignent pas, ils combattent au jour le jour les mesures régressives et dangereuses d'un ministre qui ne connaît rien, mais se mêle de tout... Contre la casse des statuts, la destruction de leur métier, les terribles suppressions de postes (près de 6 000 pour 2007), les profs du second

degré ont une nouvelle fois fait grève le 20 mars. Parce qu'il n'est plus temps de subir, il nous faut au contraire reprendre la main ! Les 10 000 licenciements décidés à Airbus, malgré les profits, ont suscité des réactions locales (grèves, manifestations) mais aussi européennes. Il s'agit aujourd'hui de faire converger, à l'échelle européenne, les luttes pour une Europe sociale, contre cette Europe monétaire. La mobilisation pour défendre l'emploi à Airbus a poussé les présidentiables à venir au chevet des salariés... Belle compassion électorale ! Il n'empêche, c'est la preuve que les mobilisations pèsent sur les débats, infléchissent les choix à venir. Il faut donc les poursuivre, les amplifier. Pour gagner. Pour ne plus subir. Et si la lutte ne semble pas l'emporter, dans une immédiateté marquée par les offensives libérales de tout bord, elle pose en tout cas des jalons. Car résister, d'une certaine façon, c'est déjà gagner ! Quelle que soit l'issue du scrutin, dans un mois, nous serons toujours sur le pont, et nous défendrons nos acquis, nous lutterons pour mettre en avant toutes les solidarités (générationnelles, ethniques, sociales), nous combattons les inégalités et les discriminations. Libéralisme ou sociallibéralisme, nous n'obtiendrons rien du futur gouvernement si nous ne sommes pas résolus à mener toutes les batailles pour imposer une société plus juste, une société dont on n'aurait plus honte... Pas de souci : nous y sommes plus que jamais résolus !

VÉRONIQUE PONVERT,
LE 18 MARS 2007.